

Intro- a l'eco (résumé)

Plan du cours

Chap 1 : Les agents eco

1. Les ménages
2. Les sociétés non financières (SNF)
3. Les sociétés financières (SF)
4. Les administrations publiques
5. les administrations privées
6. le reste du monde

Chap 2 : les opérations éco

1. les opérations sur les biens et services

La production

La consommation

La formation brute du capital fixe

2. les opérations de répartitions
3. les opérations financières

Chap 3 : le circuit éco

1. Définition du circuit économique
2. les flux
Flux réels
Flux monétaires
Flux financiers
3. Les opérations et les flux
4. Le circuit économique complet

Chap 4 : Introduction à la comptabilité nationale

chap 1 : Les agents eco

Une unité institutionnelle désigne un acteur économique ou un agent économique. Il s'agit d'un centre de décision autonome. Elle peut être un ménage, une entreprise, une administration publique, etc. Elle s'engage dans des activités économiques et réalise des opérations avec les autres unités. Elle doit exercer ses activités sur le territoire national pendant au moins un an pour être comptabilisée dans les secteurs institutionnels résidents.

Le secteur institutionnel regroupe les unités institutionnelles ayant la même activité. Il existe cinq secteurs institutionnels résidents : les ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques, les administrations privées. Le reste du monde, n'est pas considéré comme un secteur institutionnel.

1) Les ménages

Les ménages regroupent les ménages ordinaires, les ménages collectifs et les entreprises individuelles.

Les ménages ordinaires sont constitués d'un ensemble de personnes vivant sous le même toit. Les ménages collectifs sont constitués de personnes vivant dans des foyers, des maisons de retraites, etc. Les entreprises individuelles sont des unités économiques dont la fonction est la production de biens et services pour leur propre usage.

La fonction principale des ménages est la consommation. Le revenu est le résultat des rémunérations des facteurs de production (travail, capital, terre) et des transferts.

2) Les sociétés non financières (SNF)

Les sociétés non financières sont des entreprises dont la fonction principale est la production de biens et services marchands. Leurs ressources sont les résultats de production et les subventions en provenance des administrations publiques.

3) Les sociétés financières (SF)

Les SF sont constituées par l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la principale fonction est d'offrir des services d'intermédiation financière et/ou d'exercer des activités financières auxiliaires. Elles tirent leurs ressources des fonds provenant des engagements financiers. Il existe cinq sous secteurs financiers : les banques centrales, les autres institutions financières monétaires, les intermédiaires financiers, les auxiliaires financiers, les sociétés d'assurance et les fonds de pension.

4) Les administrations publiques

Les administrations publiques sont des unités institutionnelles gouvernementales. Leur composition dépend de la comptabilité nationale du pays. Selon les normes européennes par exemple, elles regroupent : l'administration centrale (les ministères), l'administration territoriale et les administrations de sécurité sociale. Au Maroc, il s'agit de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale.

Elles offrent des services non marchands, ou vendent des biens et services à titre accessoire. Leurs ressources sont les contributions obligatoires

5) Les administrations privées

On les appelle aussi les institutions sans but lucratif au service des ménages. Elles produisent des biens et services pour les ménages et sont financées par les cotisations volontaires. Il s'agit par exemple des associations, des syndicats, des partis politiques, etc.

6) Le reste du monde

Ce secteur n'est pas considéré comme un secteur institutionnel. Il regroupe les unités non résidentes qui effectuent des opérations avec l'économie nationale.

Chap 2 : Les opérations économiques

1) Les opérations sur les biens et services

La production

La production consiste en la création, la fabrication et la fourniture de biens et services. Il existe deux types de production :

- La production marchande : vendue sur un marché dans le but de réaliser un bénéfice. C'est la production des entreprises, permettant de rémunérer les employés (salaires) et les apporteurs de fonds (intérêts et profits)
- La production non marchande regroupe la production des administrations publiques et des associations à but non lucratif et à caractère social.

La consommation

La consommation est le fait de consommer des biens et services pour satisfaire des besoins. Elle peut être manifestée par les consommateurs, les entreprises et l'Etat. La consommation est de deux types : la consommation finale et la consommation intermédiaire.

La formation brute du capital fixe (FBCF)

C'est un agrégat qui mesure l'investissement en capital fixe des agents économiques résidents. Le capital fixe est l'ensemble des actifs corporels ou incorporels destinés à être utilisés dans le processus de production pendant au moins un an (ce sont des biens durables).

2) Les opérations de répartition

Les opérations de répartition consistent en la répartition de la valeur ajoutée créée par la production entre salariés, propriétaires d'entreprises et administrations publiques. On ajoute aussi la redistribution faite par les administrations publiques (allocations financées par les prélèvements).

Les ménages et entreprises payent des cotisations et des charges aux administrations publiques. Celles-ci reversent des prestations en cas de maladie, pour les enfants ou en cas de retraite.

3) Les opérations financières

Les opérations financières représentent les engagements pris par les agents économiques les uns envers les autres, en contrepartie de monnaie ou de produits. Exemple : les prêts

chap 3 : Le circuit économique

1) Définition du circuit économique

Le circuit est une représentation du fonctionnement d'une économie sous forme de flux orientés reliant des agents ou des opérations.

L'analyse de circuit est macroéconomique. Elle insiste sur l'interdépendance des flux (notamment entre l'offre et la demande). Le circuit économique schématise les divers et multitude actes émanant des agents qui prennent des décisions de production et d'échange de biens et de services et donne une vue globale de la vie économique. Il donne aussi une description des relations essentielles entre la production des richesses, leur répartition entre les agents et leur utilisation.

2) Les flux

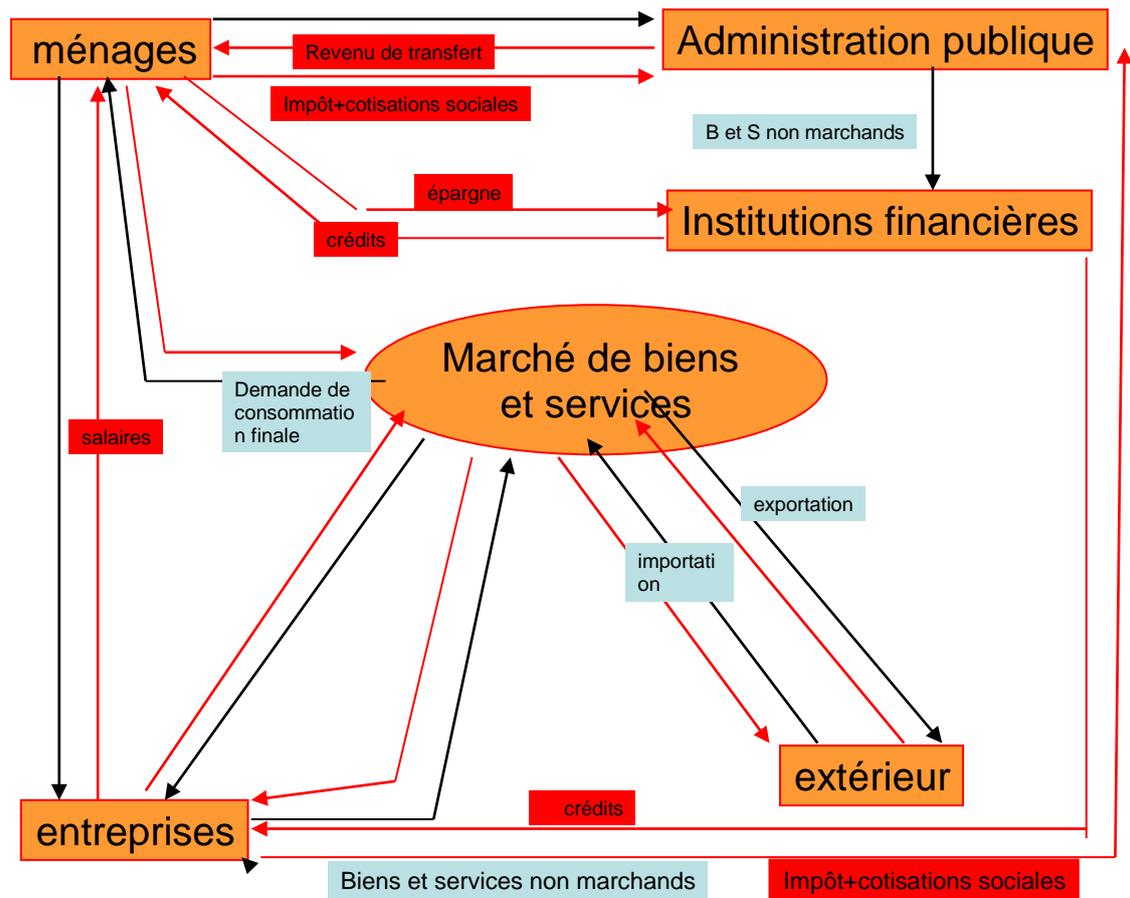
Intro –eco

Réalisé par : DAZIA Kamal (master SEMC)

Le flux est une grandeur économique mesurée au cours d'une période de temps (elle s'oppose à la notion de stock). En général, les flux sont réciproques. A un flux réel (travail par exemple) correspond en contrepartie un flux monétaire (salaire). Cependant, certains flux sont unilatéraux et n'ont donc pas de contrepartie. Il peut s'agir, par exemple, d'un flux réel qui n'a pas de contrepartie monétaire (service gratuit d'une administration publique par exemple). A l'inverse, un flux monétaire peut ne pas avoir en retour un flux réel ou un flux monétaire (don effectué par un ménage à une association qui est une administration privée).

- **Flux réels** : portent sur les biens et services
- **Flux monétaires** : sont généralement la contrepartie des premiers. On paie des salaires en contrepartie du travail.
- **Flux financiers** : portent sur des créances et des dettes

3) Exemple de circuit économique



Chap 4 : Introduction à la comptabilité nationale

1. Définition et objectifs

La comptabilité nationale est une présentation quantifiée de l'activité économique d'un pays. Elle mesure les flux monétaires représentatifs de l'économie d'un pays pendant une période de temps, en principe une année. Le système d'évaluation est régi par des normes conventionnelles et codifiées. Il utilise le compte comme instrument de base.

La comptabilité nationale a pour objectif de modéliser et d'étudier l'activité économique d'un pays donné pendant une durée précise (la plupart du temps un an) et de prévoir l'évolution d'une conjoncture. La comptabilité nationale peut être ainsi un outil de prévision pour aider un gouvernement à trouver des solutions, ou à relancer la consommation par exemple. Les comptes nationaux sont publiés par trimestre ou par année.

2. Les indicateurs de la comptabilité nationale

La comptabilité nationale prend en compte plusieurs indicateurs, mais le plus important est le Produit Intérieur brut (PIB).

PIB = la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits dans un pays donné au cours d'une année. Le PIB mesure l'activité économique.

En grandeur réelle, une économie produit et vend une multitude de biens et services. Pour interpréter correctement ce que mesure le PIB, on doit comprendre certaines règles qui président son calcul.

Le PIB additionne la valeur de tous les biens et services en une seule mesure. La variété des produits présents dans l'économie complique son calcul car chaque produit a une valeur différente. Pour calculer la valeur totale des biens et services, on utilise leur prix du marché. Le PIB ne prend en compte que les biens et services produits au cours de la période à laquelle il se réfère. Il ne comptabilise pas les transferts d'actifs entre deux acteurs économiques (vente d'une voiture de collection par exemple) car cela n'ajoute rien à la richesse globale de l'économie. Le PIB prend en considération la production en vue de constitution de stocks tout autant que la production en vue de vente finale.

La plupart des biens sont produits en diverses étapes : les matières premières sont transformées en biens intermédiaires qui seront vendus pour être transformés en produits finis. Le PIB n'inclut que la valeur des produits finis car la valeur des biens intermédiaires est déjà incluse dans le prix des biens finaux.

La valeur ajoutée d'une entreprise est égale à la valeur de sa production diminuée de la valeur des biens intermédiaires. Au niveau de l'économie, la somme de toutes les valeurs ajoutées doit être égale à la valeur de tous les biens et services finaux. On peut dire aussi que le PIB est égal à la valeur ajoutée totale de toutes les entreprises présentes dans une économie.

Pour tous les biens qui ne peuvent avoir un prix sur le marché (logement ou les services publics par exemple), on fait une estimation de leur valeur. On appelle cette dernière "la valeur imputée".

On ne comptabilise pas le travail domestique. On n'impute pas non plus la valeur des biens et services vendus dans l'économie souterraine.

Le caractère souvent approximatif des imputations et l'exclusion de nombreux biens et services du calcul du PIB font que ce dernier reste une mesure imparfaite de l'activité économique. La comparaison des niveaux de vie économique d'un pays à l'autre est difficile en conséquence. Cependant, le PIB, quand l'importance des approximations demeure constante dans le temps, reste utile pour comparer l'évolution de l'activité économique d'un pays d'une année à l'autre.

3. Calcul du PIB

- L'approche par la production des unités résidentes :

PIB aux prix du marché = \sum valeurs ajoutées + impôts sur les produits - subventions sur les produits

La somme des valeurs ajoutées, c'est la production réellement réalisée par tous les agents économiques. Cela permet donc de connaître la production totale réalisée dans l'année. Cependant, les valeurs ajoutées sont évaluées aux prix de base, c'est-à-dire sans les impôts sur les produits dont notamment, TVA. Les valeurs ajoutées étant calculées hors taxes, il faut ajouter les impôts sur les produits pour avoir le PIB « aux prix du marché ». On soustrait le montant des subventions car ces subventions permettent aux entreprises de diminuer leurs prix.

- L'approche par la demande adressée aux unités résidentes :

PIB aux prix du marché = Dépenses de consommation finale + FBCF + Exportations – Importations

).

- **L'approche par les revenus** distribués par les unités de productions résidentes

PIB aux prix du marché = Rémunération des salariés + EBE (et revenus mixtes) + Impôts (sur la production et les importations) - subventions.

- le PNB (Produit National Brut) remplacé aujourd'hui dans la comptabilité nationale par le RNB (revenu national brut) :

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{revenus reçus du reste du monde} - \text{revenus versés au reste du monde} + \text{subventions reçues du reste du monde} - \text{impôts sur la production versés au reste du monde}.$$

Il s'agit donc d'un indicateur de revenu national souvent utilisé dans les comparaisons internationales de niveau de vie car il regroupe l'ensemble des revenus reçus par les unités résidentes (le PIB étant, dans l'optique des revenus, un agrégat des revenus versés par les unités résidentes, y compris donc à des unités non résidentes).

4. Les limites du PIB et les comparaisons internationales

Le PIB est souvent transformé en PIB/habitant pour mesurer le niveau de vie.

$$\text{PIB par habitant} = \text{PIB} / \text{population totale}$$

Les comparaisons internationales de PIB ou PIB par habitant (ou RNB par habitant) posent des problèmes spécifiques. Tout d'abord, la comparaison dans le temps dans un même pays suppose l'élimination des effets de l'inflation. Il faut donc toujours calculer le PIB réel (corrige de l'inflation). Ensuite, la comparaison de PIB de plusieurs pays à plusieurs dates pour comparer la croissance pose des problèmes. Il faut une unité commune. On prend souvent le dollar. Mais pour transformer des yens ou des euros en dollars, il faut savoir quel taux de change retenir. Or, depuis le début des années 1970, le dollar flotte, c'est-à-dire que son cours (le prix qu'il faut payer pour en acheter) change tous les jours en fonction de l'offre et de la demande sur les marchés des changes. Pour remédier à ce problème, on calcule les PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA). C'est-à-dire, chercher le taux de change fictif qui, compte tenu des prix sur chacun des marchés, assure le même pouvoir d'achat dans les deux pays concernés. Enfin pour comparer des PIB, il faut supposer que les définitions et les modes

de calcul sont partout les mêmes. Ce n'est pas réellement vrai, même si les efforts des organismes internationaux vont dans le sens du rapprochement des méthodes de calcul.

5. PIB réel, PIB nominal et déflateur

- PIB nominal et PIB réel

Le PIB nominal est la valeur de biens et services, mesurée à prix courants. Or pour mesurer correctement le bien-être économique, il faut apprécier la production de biens et services en neutralisant l'influence de la variation des prix d'où le PIB réel qui mesure la valeur des biens et services, mesurée à prix constants.

Pour mesurer le PIB réel, on choisit une année de base et on additionne la valeur de tous les biens et services aux prix de cette année

- Le déflateur

Le déflateur du PIB est le rapport entre PIB nominal et PIB réel :

Déflateur du PIB = PIB nominal / PIB réel

Le déflateur mesure le prix de l'unité caractéristique de production par rapport à son prix au cours de l'année de base.

PIB réel = PIB nominal / Déflateur du PIB

4) Les autres mesures du revenu

► PNB = PIB + revenus des facteurs en provenance du reste du monde – revenus des facteurs versés au reste du monde

Le PIB mesure le revenu total gagné sur le territoire d'un pays. Il comprend le revenu total gagné sur le territoire par des non résidents mais non celui que gagnent à l'étranger des résidents du pays considéré.

Le PNB mesure le revenu total gagné par les résidents d'un pays. Il comprend le revenu gagné à l'étranger par les résidents de ce pays, mais non celui que gagnent sur le territoire de celui-ci des non-résidents.

► PNN = PNB – amortissement

Le PNN est obtenu en déduisant du PNB l'amortissement qui mesure la perte annuelle de valeur du stock de capital existant

